

Oferta complementaria de la Oferta de Empleo Público de 2007.

CUERPO/CATEGORIA: Funcionarios Superiores de la Administración de la Comunidad Autónoma de Aragón.

ESCALA/ESPECIALIDAD: Escala Superior de Administración, Administradores Superiores.

TURNO: Libre.

CONVOCATORIA: BOA 13/06/2014

EJERCICIOS: Primero, segundo y cuarto.

PRIMER EJERCICIO ADMINISTRADORES SUPERIORES OFERTA
COMPLEMENTARIA 2.007

PRIMER TEMA: El control de la Administración por parte de órganos y organismos de fiscalización económica financiera como oportunidad de mejora de las Administraciones Públicas

SEGUNDO TEMA: Derecho a la protección de la salud y exclusión de la asistencia sanitaria.

PRUEBAS SELECTIVAS PARA EL INGRESO EN LA ADMINISTRACIÓN
DE LA COMUNIDAD AUTÓNOMA DE ARAGÓN
CUERPO DE FUNCIONARIOS SUPERIORES, ESCALA SUPERIOR DE
LA ADMINISTRACIÓN, ADMINISTRADORES SUPERIORES

SEGUNDO EJERCICIO. FRANCÉS. PARTE 1 OBLIGATORIA.

Pour soutenir la croissance économique, la Russie doit développer son capital humain, ce qui implique des réformes structurelles des secteurs de l'éducation, de la santé et des retraites. Ces réformes doivent intégrer les grandes tendances actuelles en matière de services : l'importance croissante des choix individuels, la nécessité de garantir l'apprentissage et les soins de santé tout au long de la vie, et le risque que les Russes achètent de plus en plus de services à l'étranger au lieu d'œuvrer au développement de leurs systèmes nationaux.

Les Russes s'accordent aujourd'hui sur la nécessité cruciale de développer le capital humain de leur pays : compétences, éducation, santé et potentiel individuel. C'est un défi commun à tous les pays relativement développés, mais aucun d'entre eux n'a encore réussi à le relever entièrement.

Selon le modèle industriel traditionnel, le développement du capital humain relève principalement de la sphère sociale. Dans les pays développés, cela suppose en réalité une intervention budgétaire et politique. Contrairement aux siècles précédents, l'éducation, la santé et les retraites concernent aujourd'hui l'ensemble de la population, à tout le moins en qualité de contribuable et de consommateur.

La crise démographique complique la situation. Véritable dilemme pour les budgets nationaux, le financement de ces secteurs menace la stabilité financière des pays développés, notamment sur le long terme car il a un impact significatif sur les ressources disponibles pour l'investissement. Pour assurer la stabilité politique et sociale dépendant de l'efficacité de ces secteurs, et pour développer le capital humain, les pouvoirs publics devront donc s'attaquer aux réformes financières et structurelles.

Deux constats s'imposent. Premièrement, les ressources budgétaires doivent être augmentées. Par rapport à la moyenne des pays de l'OCDE, la Russie consacre actuellement entre 1,5 et 3 fois moins de budget à l'éducation, et entre 3 et 4 fois moins de budget à la santé – en pourcentage du PIB. Deuxièmement, des réformes structurelles sont indispensables. La qualité des services éducatifs et médicaux ne dépend pas tant du niveau de rémunération des salariés que de l'amélioration du fonctionnement de ces systèmes.

Les mesures financières et les réformes structurelles devraient être menées conjointement. Il serait politiquement dangereux et inefficace sur le plan économique d'appliquer les unes en ignorant les autres; en outre, le financement ne devrait intervenir qu'après la mise en œuvre des réformes institutionnelles.

PRUEBAS SELECTIVAS PARA EL INGRESO EN LA ADMINISTRACIÓN
DE LA COMUNIDAD AUTÓNOMA DE ARAGÓN
CUERPO DE FUNCIONARIOS SUPERIORES, ESCALA SUPERIOR DE
LA ADMINISTRACIÓN, ADMINISTRADORES SUPERIORES

SEGUNDO EJERCICIO. INGLÉS. PARTE 1 OBLIGATORIA.

The 15-M demonstrations

In the midst of an economic crisis that is several orders of magnitude worse than a year ago, the 15-M demonstrators returned to Puerta del Sol in Madrid and other public spaces across Spain to prove that their grassroots protest movement is not dead. Amid heavy security measures, thousands of people filled Madrid's central square chanting slogans against the political class, the banks and the world markets, which they blame for causing -- and deepening -- a crisis that has left nearly 730,000 more Spaniards out of a job than one year ago.

On May 15, 2011 a group of citizens decided to demonstrate against a crisis that hit Spain particularly hard on the back of a real estate bubble which decimated the construction sector and left banks with thousands of foreclosed homes whose value keeps dropping. The movement caught on and derived into a permanent campout in Sol. Images of the protest made world headlines and spawned similar movements in other world cities, including Occupy Wall Street in New York.

In Barcelona, around 45,000 people marched, according to police figures, although organizers put the figure at five times that amount. Elsewhere in the world, there were protests of some size in Frankfurt, Paris, London and Brussels, but very few came out in support of the 15-M agenda in Lisbon and Athens.

Despite concerns that this year's protest in Spain would turn violent, the police only took action at 5am to clear out the square after around 300 protesters decided to defy the government's sit-in prohibition.

"While I was picking up my things the police were pushing me towards Calle del Carmen," said Emilio, a 26-year-old public servant who was sleeping inside a tent in the square. "They pulled a girl by her hair."

Other protestors confirmed that the police used force to evict them from a spot that has become the national symbol of citizen discontent. In the days prior to the protest, government representatives had warned that sit-ins would not be tolerated, and that protestors must stick to the approved schedules. But the ruling Popular Party (PP), which was in the opposition during last year's 15-M protests, also knew that it could not use undue force against a movement that enjoys broad citizen support.

Protestors chanted slogans that have become classics of the 15-M movement, such as "Who voted for those markets?", "We're not paying for this crisis" and "They call it democracy, but it isn't."

ADMINISTRADORES SUPERIORES.

SEGUNDO EJERCICIO. FRANCÉS. PARTE 2 VOLUNTARIA.

ANNIVERSAIRE – 30 ans que l'Espagne est dans l'UE

Le 12 juin 1985, l'Espagne et le Portugal signaient leur adhésion à l'Union Européenne. Trente ans plus tard, l'Espagne jette un regard en arrière pour faire un bilan de son parcours depuis ce jour. Entre explosion économique, crise et conflits politiques, le pays a traversé bien des époques et des défis. Cet anniversaire est aussi l'occasion de réfléchir sur l'avenir de l'Espagne dans le cadre européen.

Le vendredi 12 juin, l'UE profite de la date d'anniversaire des 30 ans de l'adhésion de l'Espagne pour organiser une journée spéciale "*trois décennies de l'Espagne dans l'UE*". Lors de ce rassemblement, seront présents entre autres Iñigo Méndez de Vigo, Secrétaire d'Etat à l'UE, Marcelino Oreja, ancien ministre des Affaires étrangères espagnoles, Aránzazu Beristáin, Directrice de la représentation espagnole à la Commission Européenne, et plusieurs députés européens de différents partis politiques.

L'Espagne de 1985

En 1985, l'Espagne est pleine d'espoirs lorsqu'elle rejoint l'Union Européenne. C'est d'ailleurs par une exceptionnelle unanimité que les responsables politiques votent la demande d'adhésion. Après une période de crise, le pays vient de franchir les 3 millions de chômeurs, mais son économie affiche une croissance annuelle de 4%. L'intégration dans le marché européen commun nécessite cependant la mise en place de réformes dans l'industrie, l'agriculture et le commerce. Par exemple, l'Espagne affiche jusqu'à cette date 24 taxes différentes sur la consommation, qu'elle réduit à une taxe unique en 1985, la TVA (IVA). Harmoniser sa législation et atteindre l'objectif pour pouvoir intégrer le groupe n'a pas été un chemin facile. En début d'année 1985, le gouvernement approuve une Loi de Pensions afin de modifier le système de la sécurité sociale, car les dépenses publiques en pensions deviennent incontrôlables.

Le projet porte la période minimum de cotisation de 10 à 15 ans, et augmente la base de calcul de la cotisation aux 8 dernières années au lieu des 2 dernières. La mesure provoque l'indignation des syndicats et la grève de millions de travailleurs.

De plus, en 1985 l'Espagne vit sous la menace terroriste. Cette année-là, les attentats font 64 victimes mortelles dans la Péninsule.

Une intégration difficile dans l'Union

L'intégration de l'Espagne dans l'UE n'a pas été un processus facile. Si l'ensemble des partis politiques espagnols étaient d'accord à l'unanimité pour rejoindre le bloc européen, le pays a dû réaliser de longues et difficiles négociations avec les Etats membres. Marcelino Oreja, ministre des Affaires étrangères en 1985, qui sollicita l'adhésion du pays, confiait lors d'une interview à la radio que "*l'Espagne a dû faire face à des oppositions très fortes, surtout de la part de la France*". Et de rappeler que la France ne s'est pas toujours comportée comme un pays ami. Selon lui, dès les négociations de la fin des années 70, les représentants français trouvent de nombreuses objections à l'adhésion de l'Espagne, considérant par exemple que le précédent processus d'élargissement de l'Europe n'est pas encore assez abouti pour permettre aux Espagnols de les rejoindre.

Le bilan

Le Président du Parlement Européen, Martin Schulz, qui s'est exprimé lundi en session plénière, a souligné les avancées de l'Espagne depuis son adhésion à l'Europe. Il a remarqué que "*tous les espoirs de ce moment historique n'ont pas été atteints*", compte tenu de la situation économique de l'Espagne et des difficultés connues en Europe ces dernières années. Mais selon le Président, l'Espagne a gagné "*sa lutte contre les forces régressives et atteint la stabilité*".

Les premières années du pays dans l'Union Européenne furent très positives. L'Espagne s'est profondément transformée en trente ans. Les Espagnols voyaient dans les années 80 l'Union Européenne comme la solution à beaucoup de leurs problèmes économiques. Mais la crise, les politiques d'austérité imposées et les mesures de l'Union ont éteint peu à peu leur enthousiasme. Le gouvernement espagnol insiste cependant sur la nécessité de regarder l'avenir en commun avec le groupe.

Quel avenir communautaire pour l'Espagne ?

Trois décennies plus tard l'Espagne est un protagoniste naturel du paysage européen, et le roi Felipe VI est désormais reçu avec toutes les attentions au Palais de l'Elysée. Si l'Union Européenne a jusqu'alors appuyé sa stratégie essentiellement sur l'économie et sur de nombreuses politiques mercantiles, l'Espagne pourrait avoir un rôle à jouer dans les politiques sociales. Avec sa position stratégique en Méditerranée, l'Etat est au cœur de la crise de l'immigration en Europe ainsi que dans la lutte contre le terrorisme. Son intervention dans les décisions de l'UE pourrait lui conférer un rôle clé dans la construction de l'Europe de demain. Cependant l'Espagne doit encore lutter pour que l'Europe voie un futur moins sombre pour la Péninsule, avec ses 4,2 millions de chômeurs enregistrés le mois dernier.

ADMINISTRADORES SUPERIORES.

SEGUNDO EJERCICIO. INGLÉS. PARTE 2 VOLUNTARIA.

Alternative Dispute Resolution and Arbitration in the world context

ADR (Alternative Dispute Resolution) includes mediation and arbitration. Mediation is a process in which a neutral third party helps the parties to reach a resolution of their dispute, or to narrow the differences between them. In arbitration, the parties agree to be bound by the decision of the arbitrator. Arbitration is a legal technique for the resolution of disputes outside the courts, wherein the parties to a dispute refer it to one or more persons (the "arbitrators" or "arbitral tribunal"), by whose decision (the "award") they agree to be bound.

In the first part of the twentieth century, many countries (France and the United States being good examples) began to pass laws sanctioning and even promoting the use of private adjudication as an alternative to what was perceived to be inefficient court systems.

The growth of international trade however, brought greater sophistication to a process that had previously been largely *ad hoc* in relation to disputes between merchants. As trade grew, so did the practice of arbitration, eventually leading to the creation of a variant now known as international arbitration, as a means for resolving disputes under international commercial contracts.

In the United States, the term is sometimes also used to refer to mediation, or non-binding arbitration, a process in which the final award does not bind the parties. Companies are increasingly turning to ADR as the means to resolve their disputes, as a faster and less costly alternative to going to court. The parties themselves design their method of resolution and choose the ground rules. Arbitration is today most commonly used for the resolution of commercial disputes, particularly in the context of international commercial transactions.

It is also used in some countries to resolve other types of disputes, such as labour disputes, consumer disputes or family disputes, and for the resolution of certain disputes between states and between investors and states.

In the case of future disputes arising under a contract, the parties insert an arbitration clause in the relevant contract. International arbitration awards are nowadays enforced by national courts under the 1958 New York Convention. More than 130 countries are party to this convention.

Nature of arbitration

Arbitration is a proceeding in which a dispute is resolved by an impartial adjudicator whose decision the parties to the dispute have agreed will be final and binding. Arbitration is not the same as:

- judicial proceedings, although in some jurisdictions, court proceedings are sometimes referred as arbitrations¹
- alternative dispute resolution (or ADR)
- expert determination
- mediation

Advantages of arbitration

Parties often seek to resolve their disputes through arbitration because of a number of perceived potential advantages over judicial proceedings:

1. when the subject matter of the dispute is highly technical, arbitrators with an appropriate degree of expertise can be appointed
2. arbitration is often faster than litigation in court
3. arbitration can be cheaper
4. arbitral proceedings and an arbitral award are generally private
5. the arbitral process enjoys a greater degree of flexibility than the courts
6. because of the provisions of the New York Convention 1958, arbitration awards are generally easier to enforce abroad than court judgments
7. in most legal systems, there are limited avenues for appeal of an arbitral award, which can mean swifter enforcement and less scope for a party to delay matters.

However, some of the disadvantages of arbitration can be that:

1. the parties need to pay for the arbitrators, which adds an additional layer of legal cost
2. although usually thought to be speedier, when there are multiple arbitrators on the panel, juggling their schedules for hearing dates in long cases can lead to delays
3. in some legal systems, arbitral awards have fewer enforcement remedies than judgments
4. arbitrators are generally unable to order interlocutory measures against a party, making it easier for a party to take steps to avoid enforcement of an award (such as the relocation of assets offshore)
5. rule of applicable law is not binding, and arbitrators not subject to overturn on appeal may be more likely to rule according to their personal ideals.

¹ In the United Kingdom, small claims in the County court are dealt with by a procedure called "small claims arbitration", although the proceedings are held in front of a district judge, paid for by the state.

**PRUEBAS SELECTIVAS PARA EL INGRESO EN LA ADMINISTRACIÓN
DE LA COMUNIDAD AUTÓNOMA DE ARAGÓN
CUERPO DE FUNCIONARIOS SUPERIORES, ESCALA SUPERIOR DE
LA ADMINISTRACIÓN, ADMINISTRADORES SUPERIORES**

CUARTO EJERCICIO. SUPUESTO PRÁCTICO.

El Pleno de las Cortes de Aragón, en sesión celebrada los días 8 y 9 de octubre de 2015, aprobó la Proposición no de Ley núm. 65/15-IX, sobre la contratación pública en la Administración de la Comunidad Autónoma de Aragón, cuyo texto reza así:

«Las Cortes de Aragón instan al Gobierno de Aragón a:

1. Impulsar el estudio y análisis de un programa de recuperación sostenida y asunción por parte de la Administración de la Comunidad de Aragón de la gestión de aquellos servicios públicos externalizados que se prestan a la ciudadanía.
2. Crear el Observatorio de la Contratación Pública de Aragón con el objetivo de estudiar, analizar y hacer propuestas sobre la gestión de los servicios públicos. El observatorio tendrá, entre otras, las funciones de:
 - Realizar propuestas de cláusulas para incluir en nuevos pliegos.
 - Controlar las políticas del Gobierno en materia de contratación pública, con participación de la ciudadanía.
 - Verificar el cumplimiento de los pliegos durante el desarrollo de los contratos.
 - Promover la eficacia de la contratación pública, trabajando en la identificación de oportunidades de contratación para la economía social y en el desarrollo de la formación para agentes sociales con el objetivo de fortalecer un mercado social.»

A su vez, el punto 5 del “Decálogo de acuerdo de investidura (Podemos Aragón-PSOE)” se expresa en los siguientes términos:

<<Modificación de la Normativa sobre Contratación Pública en Aragón, incorporando con carácter general en los Pliegos de Contratación bien en el propio objeto del contrato o dando un mayor peso a las ofertas realizadas por:

- Cooperativas, sociedades laborales, empresas de carácter social, o UTEs de microempresas.
- Asociaciones y entidades sin ánimo de lucro.
- Criterios sociales y laborales. Empresas que contraten personas de colectivos en situación vulnerable, o en condiciones laborales no precarias. Empresas que tengan políticas retributivas igualitarias entre mujeres y hombres, así como que faciliten la conciliación familiar.
- Criterios ambientales y de proximidad. En base a principios de Economía Verde y Sostenible y no emisión de Gases de Efecto Invernadero, prioridad a empresas que produzcan con energías renovables o hayan invertido en procesos de eficiencia energética, etc.
- Criterios de contratación con empresas cuyos beneficios empresariales repercutan de nuevo en el territorio y tributen en Aragón.
- Promover contratos modulares, y no del conjunto de la actividad.
- Contratos menores también deben incluir cláusulas sociales

**PRUEBAS SELECTIVAS PARA EL INGRESO EN LA ADMINISTRACIÓN
DE LA COMUNIDAD AUTÓNOMA DE ARAGÓN
CUERPO DE FUNCIONARIOS SUPERIORES, ESCALA SUPERIOR DE
LA ADMINISTRACIÓN, ADMINISTRADORES SUPERIORES**

Todo ello con las limitaciones legales sometidas al criterio de la Junta Consultiva de Contratación Administrativa de la Comunidad Autónoma de Aragón. En aquellas modificaciones que fueran objeto de limitaciones legales, se asume el compromiso de presentar en las Cortes de Aragón una "Iniciativa legislativa a las Cortes Generales" para su modificación, así como promover las reformas necesarias en la legislación europea.

La modificación de la normativa también promoverá e impulsará contratos modulares, siempre que no supongan fraccionamiento de los mismos, y no del conjunto de la actividad para así favorecer a solicitantes de menor tamaño frente a grandes conglomerados empresariales. Los contratos menores también deberán incluir cláusulas sociales>>.

CUESTIONES (a desarrollar en 3 horas):

1. Señale las modificaciones y adiciones que serían necesarias para la adaptación de la Ley 3/2011, de 24 de febrero, *de medidas en materia de Contratos del Sector Público de Aragón* al citado pacto de investidura.
2. En la PNL aprobada por las Cortes de Aragón se alude a la "recuperación sostenida y asunción por parte de la Administración (...) de la gestión de aquellos servicios públicos externalizados que se prestan a la ciudadanía". Razone sobre las ventajas e inconvenientes de la misma, tanto en términos sociopolíticos y económicos como en términos jurídicos (implicaciones de la revisión de contratos de gestión de servicios públicos en vigor, incluidas las relativas al empleo público y la responsabilidad patrimonial de la Administración).
3. Analice y valore, en los términos más amplios posibles (dependencia orgánica y funcional, régimen jurídico, empleo público, gasto público, relaciones intra e interadministrativas y con la jurisdicción), la creación del citado "Observatorio de la Contratación Pública de Aragón", así como la compatibilidad de éste con la Junta Consultiva de Contratación Administrativa de la Comunidad Autónoma de Aragón creada y reglamentada por Decreto 81/2006, de 4 de abril, del Gobierno de Aragón, que se adjunta.

Denominación: Educador.

Nivel: 20.

C. Específico: B.

Tipo: S.

Función: E.

Admón. Pública: A1.

Grupo: B.

Cuerpo, esc., clase espec.: 201236.

Características: Funciones técnicas del cuerpo y de mayor responsabilidad.

La presente Orden entrará en vigor el día siguiente al de su publicación en el «Boletín Oficial de Aragón».

Zaragoza, 22 de febrero de 2006.

El Consejero de Presidencia y Relaciones
Institucionales,
JOSE ANGEL BIEL RIVERA

El Consejero de Economía, Hacienda
y Empleo,
EDUARDO BANDRES MOLINE

DEPARTAMENTO DE ECONOMÍA, HACIENDA
Y EMPLEO

1138 *DECRETO 81/2006, de 4 de abril, del Gobierno de Aragón, por el que se crea la Junta Consultiva de Contratación Administrativa de la Comunidad Autónoma de Aragón, y se aprueba el Reglamento que regula su organización y funcionamiento.*

I

Una parte importante de la actividad financiera del sector público autonómico se ejecuta a través de contratos públicos. Tanto la Administración de la Comunidad Autónoma de Aragón, incluidos los organismos públicos, empresas y fundaciones del sector público, como las Entidades que integran la Administración Local de Aragón y la Universidad de Zaragoza, ejecutan un porcentaje importante de su presupuesto anual de gastos mediante contratos administrativos.

En el ámbito de la Administración de la Comunidad Autónoma, la contratación administrativa ha experimentado un incremento considerable en los últimos años debido, principalmente, a la asunción efectiva de importantes competencias en ámbitos materiales caracterizados por la necesidad de celebrar contratos con el sector privado para la adecuada prestación de servicios de titularidad pública, como sucede con la sanidad y educación públicas.

Esta situación demanda la creación de un órgano administrativo que asesore, mediante informes, a los órganos ejecutivos en la adopción de resoluciones de su competencia en materia de contratación administrativa, a semejanza de los que ya existen en el Estado y en la mayor parte de las Comunidades Autónomas.

II

El artículo 35.1.1ª del Estatuto de Autonomía de Aragón establece que corresponde a la Comunidad Autónoma de Aragón, como competencia exclusiva, la organización, régimen y funcionamiento de sus instituciones de autogobierno. Asimismo, los artículos 42 y 43 del citado texto legal atribuyen a la Comunidad Autónoma la competencia para la creación de su propia Administración Pública y establecen los principios generales que han de inspirar su organización.

Por su parte, el artículo 6 del texto refundido de la Ley de la Administración de la Comunidad Autónoma de Aragón, aprobado por Decreto Legislativo 2/2001, de 3 de julio, dispone que la Administración de la Comunidad Autónoma de Aragón podrá crear los órganos administrativos necesarios para el ejercicio de sus competencias.

Si bien la mencionada potestad de autoorganización constituye en sí misma título suficiente y bastante para la creación del órgano consultivo, a mayor abundamiento, el artículo 10.3 del texto refundido de la Ley de Contratos de las Administraciones Públicas, aprobado por Real Decreto Legislativo 2/2000, de 16 de junio, establece que las Comunidades Autónomas podrán crear Juntas Consultivas de Contratación Administrativa, con competencias en sus respectivos ámbitos territoriales.

III

La Junta Consultiva de Contratación Administrativa de la Comunidad Autónoma de Aragón comprenderá dentro de su ámbito de actuación no sólo a la Administración de la Comunidad Autónoma de Aragón, sus organismos públicos, empresas y fundaciones, sino también a las Entidades que integran la Administración Local de Aragón y a la Universidad de Zaragoza (única universidad pública existente en el ámbito de la Comunidad Autónoma de Aragón).

En cuanto al modelo de Junta Consultiva, se opta por un órgano consultivo integrado por un reducido número de personas en el que prevalezca lo operativo frente a lo representativo, primando la cualificación técnica de sus miembros, que actuarán como representantes de la Administración de la Comunidad Autónoma de Aragón, de las Entidades que integran la Administración Local de Aragón, de la Universidad de Zaragoza y de las organizaciones empresariales más representativas en los distintos sectores afectados por la contratación administrativa.

El ámbito funcional del órgano consultivo comprenderá, además de su intervención preceptiva en aquellos casos en que la normativa vigente, estatal o autonómica, lo exige, la emisión de informes sobre cuestiones sometidas a su conocimiento en materia de contratación administrativa a instancia de los órganos legitimados.

Además de dichas funciones, la Junta Consultiva ejercerá otras funciones de gestión relacionadas con la contratación administrativa, tales como las de supervisión y tutela de la contratación administrativa, elaboración de propuestas de normas, criterios de aplicación, recomendaciones en materia de homogeneización y simplificación de la documentación administrativa, elaboración de estudios, etc. así como la de mantener las relaciones con la Junta Consultiva de Contratación Administrativa del Ministerio de Economía y Hacienda y con los órganos equivalentes del resto de Comunidades Autónomas.

No se incluye dentro del ámbito funcional de la Junta Consultiva las funciones inherentes a la clasificación de empresas, clasificación que en su caso debería efectuarse aplicando al efecto las reglas y criterios establecidos en el texto refundido de la Ley de Contratos de las Administraciones Públicas. La opción responde, por un lado, a la experiencia contrastada de los órganos consultivos de contratación administrativa de las Comunidades Autónomas que tienen asumida dicha competencia, en donde las ventajas de una presumible mayor agilidad en la resolución de los expedientes de clasificación se ve cuestionada por las debilidades del procedimiento de clasificación en cuanto a los efectos de sus acuerdos, y por otro lado, a que en el ámbito autonómico la clasificación empresarial no es una demanda especialmente sentida por el sector afectado por la contratación administrativa, además de conllevar un mayor gasto público por el incremento necesario de medios personales y materiales.

En su virtud, visto el dictamen de la Comisión Jurídica Asesora del Gobierno de Aragón, a propuesta del Consejero de Economía, Hacienda y Empleo y previa deliberación del Gobierno de Aragón en su reunión de 4 de abril de 2006,

DISPONGO

Artículo único. Creación de la Junta Consultiva de Contratación Administrativa de la Comunidad Autónoma de Aragón.

Se crea la Junta Consultiva de Contratación Administrativa de la Comunidad Autónoma de Aragón y se aprueba el Reglamento que regula su organización y funcionamiento, que figura como Anexo a este Decreto.

DISPOSICION ADICIONAL

Disposición Adicional Única. Plazo para la constitución de la Junta Consultiva de Contratación Administrativa.

La Junta Consultiva de Contratación Administrativa de la Comunidad Autónoma de Aragón deberá constituirse dentro del plazo de un mes a partir de la entrada en vigor de este Decreto.

DISPOSICIONES FINALES

Disposición Final Primera. Facultad de desarrollo.

Se faculta al Consejero competente en materia de hacienda para dictar, en el ámbito de sus competencias, cuantas disposiciones sean necesarias para el desarrollo y ejecución de lo dispuesto en este Decreto.

Disposición Final segunda. Entrada en vigor.

El presente Decreto entrará en vigor el día siguiente al de su publicación en el «Boletín Oficial de Aragón».

Zaragoza, a 4 de abril de 2006.

**El Presidente del Gobierno de Aragón,
MARCELINO IGLESIAS RICOU**

**El Consejero de Economía, Hacienda
y Empleo,
EDUARDO BANDRES MOLINE**

ANEXO

**REGLAMENTO DE ORGANIZACION
Y FUNCIONAMIENTO DE LA JUNTA CONSULTIVA
DE CONTRATACION ADMINISTRATIVA
DE LA COMUNIDAD AUTONOMA DE ARAGON.**

Artículo 1.—Naturaleza jurídica.

La Junta Consultiva de Contratación Administrativa de la Comunidad Autónoma de Aragón, adscrita al Departamento competente en materia de hacienda, es el órgano consultivo en materia de contratación pública de la Administración, de los organismos públicos, empresas y fundaciones del sector público de la Comunidad Autónoma de Aragón, así como de las Universidades Públicas y Entes Locales radicados en su territorio.

Artículo 2.—Objeto.

La Junta tiene por objeto el ejercicio de la función consultiva, así como la coordinación y el desempeño de las actuaciones que de acuerdo con la normativa, estatal o autonómica, en materia de contratación pública, requieran su intervención.

Artículo 3.—Función consultiva.

Corresponde a la Junta Consultiva de Contratación Administrativa, en el ejercicio de la función consultiva, las siguientes actuaciones:

1- Informar con carácter preceptivo en los siguientes supuestos:

a) Los proyectos y anteproyectos de disposiciones de carácter general en materia de contratación administrativa, cuya aprobación sea competencia del Gobierno de Aragón o de los Consejeros del mismo y no hayan sido elaborados o propuestos por la propia Junta Consultiva.

b) Las propuestas de Pliegos de Cláusulas Administrativas Generales, así como la inclusión en los Pliegos de Cláusulas Administrativas Particulares de estipulaciones contrarias a las contenidas en los primeros.

c) Los Pliegos de Prescripciones Técnicas Generales.

d) La autorización del Gobierno de Aragón para la celebración de contratos con personas no clasificadas cuando el requisito de la clasificación fuera en principio exigible.

e) En el trámite de audiencia conferido a la Comunidad Autónoma de Aragón para la elevación o disminución, para cada tipo de contrato, del presupuesto determinante de la exigencia de clasificación del contratista

f) Los modelos tipo de pliegos particulares de general aplicación y sus modificaciones, previstos en el artículo 49 del texto refundido de la Ley de Contratos de las Administraciones Públicas.

g) Cualquier otro supuesto que le asigne la normativa vigente de la Comunidad Autónoma de Aragón.

2- Informar sobre las cuestiones que se sometan a su consideración en materia de contratación administrativa.

3- Informar, a solicitud del órgano de contratación, la proposición que este presuma fundadamente que no puede ser cumplida como consecuencia de bajas desproporcionadas o temerarias.

4- Adoptar, en el ámbito de sus competencias, criterios sobre la aplicación de las normas en materia de contratación.

Artículo 4.—Otras funciones de la Junta

Corresponde a la Junta Consultiva de Contratación Administrativa, además de la función consultiva, el ejercicio de las siguientes funciones:

a) Elaborar y proponer disposiciones de carácter general, cuya aprobación sea competencia del Gobierno de Aragón, en materia de contratación

b) Velar por el debido y estricto cumplimiento de la normativa reguladora de los contratos de las Administraciones Públicas y, especialmente, por el respeto de los principios de objetividad, publicidad y concurrencia y el correcto ejercicio de las prerrogativas de la Administración en los contratos que celebre.

c) Realizar comprobaciones e inspecciones sobre contratación administrativa.

d) Formular recomendaciones, tanto generales como particulares, a los órganos de contratación en función de la competencia que le está atribuida y, en especial, en lo relativo a la homogeneización y simplificación de la documentación administrativa en materia de contratación.

e) Elaboración de estudios, informes y propuestas sobre la utilización de los medios electrónicos, informáticos y telemáticos en la contratación administrativa de la Administración, organismos públicos, empresas y fundaciones de la Comunidad Autónoma de Aragón.

f) Elaborar la propuesta de resolución en los expedientes de declaración de prohibición de contratar, en los supuestos previstos legalmente y cuando su declaración corresponda a la Administración de la Comunidad Autónoma de Aragón, sin perjuicio de las competencias generales atribuidas a los Departamentos conforme a lo previsto en el texto refundido de la Ley de la Administración de la Comunidad Autónoma de Aragón.

g) Elaborar y aprobar una memoria anual sobre la gestión de la contratación administrativa realizada por la Administración, organismos públicos, empresas y fundaciones de la Comunidad Autónoma de Aragón.

h) Realizar los estudios que se consideren necesarios para la mejora del sistema de contratación administrativa y colaborar en las actividades de formación del personal al servicio de la Administración, organismos públicos y empresas de la Comunidad Autónoma de Aragón.

i) Las relaciones con la Junta Consultiva de Contratación Administrativa del Ministerio de Economía y Hacienda y con los órganos equivalentes, del resto de Comunidades Autónomas.

j) Las demás funciones que le asigne la normativa vigente de la Comunidad Autónoma de Aragón, en materia de contratación pública.

Artículo 5.—Ambito subjetivo

Las funciones atribuidas en los artículos precedentes a la Junta Consultiva las ejercerá, en las mismas circunstancias, tanto con relación a la Administración de la Comunidad Autónoma de Aragón, sus organismos públicos, empresas y fundaciones, como con relación a la Entidades Locales radicadas en territorio aragonés y a la Universidad de Zaragoza.

Artículo 6.—Legitimación activa.

Serán órganos competentes para formular la solicitud de informe:

a) Los Secretarios Generales Técnicos de los Departamentos.

b) El Interventor General de la Administración de la Comunidad Autónoma de Aragón.

c) EL Director General de los Servicios Jurídicos de la Administración de la Comunidad Autónoma de Aragón

d) El órgano de dirección de los organismos públicos de la Comunidad Autónoma de Aragón.

e) El órgano de dirección de las empresas de la Comunidad Autónoma de Aragón.

f) El órgano de dirección de las fundaciones del sector público aragonés.

g) Los órganos de gobierno de las Entidades Locales Aragonesas, en el ámbito de sus competencias, a través del Alcalde o Presidente.

h) El Rector de la Universidad de Zaragoza.

i) El Presidente u órgano equivalente de la organización empresarial representativa.

j) Asimismo, podrá solicitar informe de la Junta Consultiva el órgano de contratación, cuando presuma fundadamente que la proposición no pueda ser cumplida como consecuencia de bajas desproporcionadas o temerarias y las circunstancias concurrentes así lo aconsejen, así como el órgano de la Administración de la Comunidad Autónoma de Aragón que tenga atribuida la competencia para declarar la prohibición de contratar.

Artículo 7.—Ejercicio de las funciones.

1. La Junta Consultiva ejercerá sus funciones con plena autonomía funcional, a través de la emisión de informes, de carácter preceptivos o no, de oficio o a instancia de los órganos legitimados, de acuerdo con lo establecido en este Reglamento.

2. Los informes de la Junta Consultiva de Contratación Administrativa de la Comunidad Autónoma de Aragón deberán ser emitidos en el plazo máximo de 30 días tras su solicitud. Este plazo comenzará a contar cuando tenga entrada en el órgano la solicitud junto con la documentación completa del correspondiente expediente. En virtud de la complejidad del asunto sometido a informe de la Junta Consultiva de Contratación Administrativa de la Comunidad Autónoma de Aragón y por acuerdo del órgano, este plazo podrá ampliarse hasta 45 días.

3. Los informes se comunicaran al órgano que los hubiese solicitado por el Presidente de la Junta. Cuando los informes se consideren de interés para otros órganos, el Presidente podrá dar conocimiento de los mismos a dichos órganos.

4. Cuando la Junta acuerde la realización de estudios o comprobaciones sobre la contratación administrativa o la elaboración de criterios o recomendaciones de carácter general, el Presidente designará al vocal que se encargará de llevar

a cabo los estudios o comprobaciones o la elaboración de las propuestas de criterios o recomendaciones. En ambos casos deberá presentarlos en el plazo establecido para su aprobación por el órgano colegiado.

5. La Junta Consultiva de Contratación Administrativa de la Comunidad Autónoma de Aragón, una vez aprobada la memoria anual, la elevará al Gobierno de Aragón y la hará pública por los procedimientos que considere más oportunos. Igualmente, publicará trimestralmente, por los medios que considere más adecuados y que garanticen dicha publicidad, los acuerdos que adopte conteniendo el texto íntegro de la correspondiente ponencia.

Artículo 8.—Solicitud de informes.

1. La solicitud de informe se formulará por escrito, con indicación de los antecedentes y el objeto concreto de la consulta, acompañada de la documentación necesaria para su estudio.

2. Las Entidades Locales aragonesas y las universidades públicas establecidas en territorio aragonés deberán solicitar de la Junta Consultiva la emisión de informe en aquellos supuestos en que sea preceptiva su intervención, sin perjuicio de poder solicitar cuantos informes facultativos entiendan pertinentes.

3. Las organizaciones empresariales representativas de los diversos sectores de la actividad empresarial relacionados con la contratación administrativa, podrán solicitar de la Junta Consultiva la emisión de informes sobre cuestiones que les afecten en materia de contratación administrativa. Dichos informes solo podrán referirse a cuestiones de interés general para las mismas en relación con la contratación administrativa, no pudiendo versar sobre las vicisitudes o controversias derivadas de la preparación, adjudicación, efectos o extinción de un determinado contrato.

4. El informe de la Junta Consultiva de Contratación Administrativa de la Comunidad Autónoma de Aragón no excluirá la emisión de otros dictámenes o informes preceptivos que deban producirse en el correspondiente procedimiento, ni impedirá la posibilidad de que el órgano competente pueda solicitar cuantos informes de naturaleza facultativa considere necesarios.

Artículo 9.—Composición de la Junta Consultiva.

1. La Junta Consultiva de Contratación Administrativa de la Comunidad Autónoma de Aragón, estará formada por nueve vocales y su Presidente.

2. Los miembros de la Junta Consultiva no percibirán retribuciones periódicas por el desempeño de su función, sin perjuicio de poder ser compensados mediante dietas por asistencia a las reuniones convocadas y celebradas y la percepción de las indemnizaciones que procedan por la realización de su actividad como vocales, en la cuantía que se acuerde por el Gobierno de Aragón.

Artículo 10.—El Presidente de la Junta Consultiva.

1. El Presidente será el titular del Departamento competente en materia de hacienda o la persona que designe para sustituirle, que deberá tener al menos rango de Director General o asimilado.

2. Corresponde al Presidente:

a) Representar a la Junta en sus relaciones con los órganos de la Comunidad Autónoma de Aragón o de otras Administraciones Públicas.

b) Convocar y presidir las reuniones de la Junta.

c) Dirigir las deliberaciones de las sesiones.

d) Dirimir con su voto los empates a efectos de adopción de acuerdos.

e) Designar los vocales para la elaboración de propuestas de criterios, recomendaciones, dictámenes o informes o la realización de estudios o comprobaciones, cuando hayan sido

solicitados de la Junta Consultiva o esta haya acordado llevarlos a cabo.

f) Autorizar con su firma los criterios, recomendaciones, dictámenes o informes que acuerde la Junta, y en general, ejecutar todos los acuerdos de la misma.

g) Autorizar el despacho de asuntos que no figuren en el orden del día de la correspondiente sesión, siempre que estén presentes la totalidad de los miembros de la Junta y sea declarada la urgencia del asunto por el voto favorable de la mayoría, así como retirar los que requieran mayor estudio.

h) Ordenar el régimen interno de la Junta.

i) Aprobar los gastos de la Junta.

j) Las demás funciones atribuidas a los presidentes de los órganos colegiados por la normativa vigente en la Comunidad Autónoma de Aragón.

Artículo 11.—Los Vocales de la Junta Consultiva.

1. Los nueve vocales miembros, que serán nombrados por el Gobierno de Aragón, a propuesta del Consejero competente en materia de hacienda, corresponderán:

a) Tres representantes de los órganos de contratación de la Administración, organismos públicos, empresas y fundaciones de la Comunidad Autónoma de Aragón, los cuales deberán ostentar, al menos, el rango de Jefe de Servicio y poseer experiencia en materia de contratación administrativa.

b) Un representante de las entidades locales aragonesas, designado entre funcionarios de carrera de la Administración Local o con habilitación de carácter nacional, pertenecientes al grupo A funcional y con experiencia en materia de contratación administrativa.

c) Un representante de las universidades públicas establecidas en el territorio aragonés, designado entre profesores con especialización en derecho de la contratación pública y de la competencia.

d) Dos representantes de los contratistas, designados entre profesionales con experiencia en materia de contratación administrativa.

e) Un representante de la Dirección General de los Servicios Jurídicos, con rango de Letrado

f) Un representante de la Intervención General de la Administración de la Comunidad Autónoma de Aragón, con rango de Interventor o Jefe de Servicio

2. El Consejero del Departamento competente en materia de hacienda, al objeto de proponer al Gobierno de Aragón su nombramiento como vocal de la Junta, solicitará de los titulares de los Departamentos y órganos de dirección de los organismos públicos, empresas y fundaciones, de la Federación o Asociación representativa de las entidades locales aragonesas con mayor implantación en el territorio aragonés, del Rector de la Universidad de Zaragoza, de las Organizaciones empresariales más representativas en Aragón, del Director General de los Servicios Jurídicos y del Interventor General, la designación de sus representantes en la Junta.

3. Los vocales nombrados miembros de la Junta Consultiva de Contratación Administrativa de la Comunidad Autónoma de Aragón lo serán por cuatro años, continuando en sus funciones si al terminar dicho periodo no se ha producido nuevo nombramiento, y hasta que este se produzca.

4. Los vocales cesarán también:

a) Por renuncia.

b) Por acuerdo del Gobierno de Aragón, a propuesta del órgano proponente.

c) Por pérdida de la condición en cuya consideración fueron nombrados.

En estos casos, el nuevo vocal será nombrado por el tiempo que reste para la finalización del mandato de quien produjo la vacante.

5. No obstante lo señalado en el apartado anterior, los vocales nombrados a propuesta de las entidades representati-

vas de intereses sociales podrán ser sustituidos en todo momento mediante la acreditación ante la Secretaría de la Junta del nombre del sustituto, a tenor de lo establecido en el artículo 31c del texto refundido de la Ley de la Administración de la Comunidad Autónoma de Aragón.

Artículo 12. Funciones de los vocales.

Corresponde a los vocales:

a) Asistir y participar en los debates de las sesiones.

b) Ejercer su derecho al voto y formular su voto particular.

c) Elaborar la propuesta de recomendación, criterio, dictamen o informe que le haya sido encomendada.

d) Realizar aquellos estudios o comprobaciones que se le asignen.

e) Obtener la información precisa para cumplir las funciones asignadas.

f) Formular ruegos y preguntas.

g) Cuantas otras funciones sean inherentes a su condición de vocal de la Junta.

Artículo 13. El Secretario de la Junta Consultiva.

1. Le corresponderá desempeñar el cargo de Secretario de la Junta Consultiva al funcionario que ocupe el puesto de Jefe del Servicio de la Administración de la Comunidad Autónoma de Aragón que tenga atribuidas las competencias de gestión del Registro de Licitadores de la Comunidad Autónoma de Aragón.

2. Son funciones del Secretario:

a) Preparar y enviar las convocatorias de la Junta a iniciativa del Presidente.

b) Asistir, con voz y sin voto, a las reuniones de la Junta y levantar acta de las mismas.

c) Elaborar la memoria anual de la Junta, cuando así lo acuerde esta.

d) Elaborar el anteproyecto de presupuesto de gastos bajo la dirección del Presidente.

e) Auxiliar a los miembros de la junta en el desempeño de sus funciones.

f) Custodiar la documentación de la Junta y llevar el registro de entradas y salidas de documentos.

g) Proporcionar con carácter general y mediante los medios personales y materiales del Servicio cuya Jefatura desempeña, el apoyo administrativo a la Junta.

h) Las demás funciones inherentes a su condición de Secretario y aquellas otras que pueda encomendarle el Presidente.

3. La sustitución temporal del Secretario, en los supuestos de vacante, ausencia o enfermedad, será llevada a cabo por el Jefe de la Sección que tenga encomendada la gestión del Registro de Licitadores.

Artículo 14. La unidad administrativa de apoyo a la Junta Consultiva.

Para el desempeño de las funciones que le son propias, la Junta Consultiva será auxiliada y contará con el apoyo administrativo de los medios personales y materiales integrados en el Servicio que tenga encomendada la gestión del Registro de Licitadores de la Comunidad Autónoma de Aragón.

Artículo 15. Normas generales de funcionamiento de la Junta Consultiva.

1. El funcionamiento de la Junta Consultiva de Contratación Administrativa de la Comunidad Autónoma de Aragón se ajustará a lo establecido en la normativa estatal básica y de la Comunidad Autónoma de Aragón sobre régimen jurídico de los órganos colegiados. La Junta Consultiva de Contratación Administrativa de la Comunidad Autónoma de Aragón podrá establecer o completar sus propias normas de funcionamiento.

2. En cada asunto sometido a informe de la Junta Consultiva de Contratación Administrativa de la Comunidad Autónoma de Aragón corresponderá al Presidente de la Junta designar al vocal que se encargará de la redacción de la ponencia, la cual

será incluida en el orden del día correspondiente para su debate y votación por el órgano.

3. La Junta Consultiva obtendrá, tanto del Registro Público de Contratos como del Registro de Licitadores de la Comunidad Autónoma de Aragón, la información necesaria para el cumplimiento de las funciones que tiene encomendadas. Igualmente, los órganos de contratación proporcionarán a la Junta Consultiva la información y documentación necesaria para el ejercicio de sus funciones.

Artículo 16. Dotación de medios económicos.

En los presupuestos anuales de la Comunidad Autónoma de Aragón se incluirán las cantidades necesarias para asegurar el adecuado funcionamiento del órgano colegiado.

1139 *DECRETO 82/2006, de 4 de abril, del Gobierno de Aragón, por el que se crean el Registro Público de Contratos y el Registro de Licitadores de la Comunidad Autónoma de Aragón, y se aprueba el Reglamento que regula su organización y funcionamiento.*

El Estatuto de Autonomía de Aragón otorga a la Comunidad Autónoma competencia exclusiva sobre la organización, régimen y funcionamiento de sus instituciones de autogobierno (artículo 31.1 1ª)

A su vez, los artículos 42 y 43 del citado cuerpo legal atribuyen a la Comunidad Autónoma la competencia para la creación de su propia Administración Pública y establecen los principios generales que han de regir su organización.

Por su parte, el artículo 6 del texto refundido de la Ley de Administración de la Comunidad Autónoma de Aragón, aprobado por Decreto Legislativo 2/2001, de 3 de julio, dispone que la Administración de la Comunidad Autónoma podrá crear los órganos administrativos necesarios para el ejercicio de sus competencias.

El texto refundido de la Ley de Contratos de las Administraciones Públicas, aprobado por Real Decreto Legislativo 2/2000, de 2 de junio, posibilita en su artículo 118 la creación del Registro de Contratos en la Administración de la Comunidad Autónoma de Aragón.

Con este fin, en este Decreto se crea el Registro Público de Contratos de la Comunidad Autónoma de Aragón que permitirá tener un conocimiento exacto de la contratación administrativa, constituyendo el soporte de la información y de la estadística sobre la contratación pública, manteniendo la debida coordinación con registros similares de otras Administraciones Públicas, y en particular, con el de la Junta Consultiva de Contratación Administrativa de la Administración General del Estado.

Igualmente, la disposición adicional decimoquinta del texto refundido de la Ley de Contratos de las Administraciones Públicas, permite la creación de un Registro de Licitadores en el ámbito de la Comunidad Autónoma, en el que podrán inscribirse voluntariamente las personas físicas o jurídicas con capacidad para contratar con la Administración Pública, y que está llamado a ser una útil herramienta que ayudará a dinamizar el acceso a las licitaciones por parte de las empresas, facilitando el cumplimiento de los trámites administrativos precisos y sirviendo de garantía de transparencia y rigor en las contrataciones.

El Decreto 93/2005, de 26 de abril, del Gobierno de Aragón, por el que se establece la estructura orgánica del Departamento de Economía, Hacienda y Empleo, atribuye en su artículo 1 al citado Departamento las competencias del Registro Público de Contratos y del Registro de Licitadores, correspondiendo su ejercicio a la Intervención General, a través del Servicio de Contratación Administrativa y Subvenciones, de acuerdo con el artículo 36.7.

En su virtud, visto el dictamen de la Comisión Jurídica Asesora del Gobierno de Aragón, a propuesta del Consejero de

Economía, Hacienda y Empleo y previa deliberación del Gobierno de Aragón en su reunión de 4 de abril de 2006,

DISPONGO

Artículo único. Creación del Registro de Contratos y del Registro de Licitadores de la Comunidad Autónoma de Aragón.

Se crean el Registro de Contratos y el Registro de Licitadores de la Comunidad Autónoma de Aragón y se aprueba el Reglamento que regula su organización y funcionamiento, que figura como Anexo a este Decreto.

DISPOSICION ADICIONAL

Disposición Adicional Única. Protección de datos.

La información contenida en el Registro de Contratos y en el Registro de Licitadores de la Comunidad Autónoma de Aragón estará sujeta a lo dispuesto en la Ley 15/1999, de 13 de diciembre, de protección de datos de carácter personal.

DISPOSICIONES TRANSITORIAS

Disposición transitoria única. Del Registro de Contratistas del Servicio Aragonés de Salud.

1.—Hasta tanto entre en funcionamiento el Registro de Licitadores de la Comunidad Autónoma de Aragón, permanecerá en funcionamiento el Registro de Contratistas del Servicio Aragonés de Salud creado mediante Resolución de la Dirección de Gerencia de 10 de junio de 2004.

2.—Los datos que figuren en el Registro de Contratistas del Servicio Aragonés de Salud se incorporarán al nuevo Registro de Licitadores de la Comunidad Autónoma de Aragón.

3.—El Registro de Contratistas del Servicio Aragonés de Salud se extinguirá con la entrada en funcionamiento del Registro de Licitadores de la Comunidad Autónoma de Aragón.

DISPOSICIONES FINALES

Disposición Final Primera. Facultad de desarrollo.

Se faculta al Consejero competente en materia de hacienda para dictar, en el ámbito de sus competencias, cuantas disposiciones sean necesarias para el desarrollo y ejecución de lo dispuesto en el Reglamento aprobado por este Decreto.

Disposición Final Segunda. Entrada en vigor.

El presente Decreto entrará en vigor al mes de su publicación en el «Boletín Oficial de Aragón».

Zaragoza, a 4 de abril de 2006.

El Presidente del Gobierno de Aragón,
MARCELINO IGLESIAS RICOU

El Consejero de Economía, Hacienda
y Empleo,
EDUARDO BANDRES MOLINE

ANEXO
REGLAMENTO DE ORGANIZACION
Y FUNCIONAMIENTO DEL REGISTRO
DE CONTRATOS Y DEL REGISTRO DE LICITADORES
DE LA COMUNIDAD AUTONOMA DE ARAGON.

CAPITULO I
DEL REGISTRO PUBLICO DE CONTRATOS DE LA
COMUNIDAD AUTONOMA DE ARAGON.

Artículo 1.—Objeto.

1.—El Registro Público de Contratos tiene como objeto el